



## Focus

### Fonctionnaires : privilégiés ou déclassés ?

France culture, 02/09/2024, 58 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/fonctionnaires-privilegies>

Souvent décrié, à tort ou à raison, le statut de fonctionnaire recouvre pourtant une multitude de réalités. À l'heure de la "crise du service public", comment l'emploi public se recompose-t-il et quelles en sont les conséquences sur les conditions de travail des agents de l'État ?

Avec :

- Claire Lemercier, directrice de recherche en histoire au CNRS
- Nadège Vezinat, professeure de sociologie à l'Université Paris 8 et chercheuse au CRESPPA

### Tout savoir sur la qualité de vie au travail - Guide de l'Idtree, 2024, 10 p

<https://www.id-tree.com/guides/>

Ce guide s'adresse aux Consultants QVT, DRH / RRH, responsables HSE ou membres du CSE qui cherchent à lancer une démarche Qualité de Vie au Travail (QVT) dans leur entreprise.



## Veille sectorielle

**Action éducative/Sport** - Action internationale/Europe  
Aménagement et développement des territoires  
**Culture** - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics  
**Economie** - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale  
Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC  
Management/Ressources humaines  
**Outre-Mer** - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique  
Services techniques et transitions écologiques  
Social/Santé



*On vous signale une expérience*

## Action éducative/Restauration scolaire/Sport

### Métiers de la maternelle : une approche commune renforcée

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 24

Lors de temps partagés, professeurs et agents territoriaux travaillent leur cohérence éducative.

### Rénovation des écoles : des efforts à poursuivre

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 6-7

En septembre 2023, le gouvernement avançait l'objectif de 40 000 écoles rénovées d'ici à 2034.

Le plan s'appuie sur la Banque des territoires et son programme EduRenov, le programme Actee et le fonds vert.

### Pourquoi changer les rythmes scolaires ? Retour sur 140 ans d'expérimentations

TheConversation.com, 04/09/2024

<https://theconversation.com/pourquoi-changer-les-rythmes-scolaires-retour-sur-140-ans>

Le lundi 2 septembre, plus de 6 millions d'élèves ont repris le chemin et le rythme de l'école. Alors que les emplois du temps diffèrent pour chaque classe dans les collèges et lycées, plus de 90 % des établissements du premier degré organisent la semaine des écoliers selon la semaine des 4 jours depuis 2017.

La réforme mise en œuvre à partir de 2013 par le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon avait réorganisé les 24 heures d'enseignement hebdomadaire des 36 semaines de l'année scolaire dans le cadre d'une semaine type de quatre jours et demi incluant le mercredi matin et des activités périscolaires. Son successeur, Jean-Michel Blanquer, avait mis un terme à ces changements, actant un retour très large à la semaine de 4 jours.

En a-t-il toujours été ainsi ? Comment en est-on arrivé à cette situation et comment s'est organisée la semaine des écoliers depuis la généralisation de la scolarisation ? Faisons le point sur les enjeux des rythmes scolaires.

### École : Mauvaise note pour la qualité de l'air intérieur [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 32-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/944232/mauvaise-note-pour-la-qualite-de-lair-interieur->

Le gouvernement a renforcé, en 2022, la réglementation en matière de surveillance de la qualité de l'air dans les écoles, collèges et lycées. Elle impose de mesurer la concentration en CO2, un indicateur permettant de savoir quand il faut aérer. Beaucoup de collectivités se plaignent toutefois d'un manque de moyens humains et financiers.

### Un guide interactif et collaboratif pour renforcer l'accessibilité des gymnases multisports /

Ministère des Sports, 29/08/2024

<https://www.sports.gouv.fr/un-guide-interactif-et-collaboratif-pour-renforcer-l-accessibilite->

Le ministère lance un guide interactif pour accompagner les établissements sportifs recevant du public dans leur mise en accessibilité.

Le ministère lance un guide interactif pour accompagner les établissements sportifs recevant du public dans leur mise en accessibilité.

Des efforts sans précédents ont été déployés par l'Etat au cours de ces dernières années pour répondre au défi de l'accessibilité des infrastructures livrées à l'occasion des Jeux.

A cet égard, l'Agence nationale du Sport (ANS) a notamment renforcé les investissements en faveur de la mise en accessibilité des équipements sportifs de 2 à 3M€, à la suite de l'atelier d'Impulsion Politique et de Coordination stratégique (IPCS) dédié à la pratique sportive des personnes en situation de handicap de mai 2023.

Au-delà de cet héritage matériel, ces Jeux permettent également de faire changer le regard porté sur le handicap, d'apporter une meilleure connaissance et reconnaissance des situations de handicap par l'ensemble de la société, afin d'améliorer la prise en compte de l'accessibilité universelle.

<https://www.grandecause-sport.fr/>

[Retour sommaire](#)



### **Une plateforme commune et des manuels scolaires à la carte**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p.39  
Ile-de-France 12,21 millions d'hab.

A la rentrée, tous les lycées de la région seront équipés de manuels numériques, accessibles via une plateforme commune de lecture. Une première.

Au lycée, les manuels scolaires sont théoriquement à la charge des familles. Mais les trois quarts des régions en assurent aujourd'hui la gratuité. La réforme du lycée de 2018, avec ses enseignements de spécialités, a rebattu les cartes en modifiant tous les programmes. L'occasion pour les régions d'accélérer la transition vers le numérique. « Jusqu'en 2019, nous ne proposons que des manuels papiers », témoigne Bernard Giry, directeur général adjoint « transformation numérique » de la région Ile-de-France.

### **Prévention : des bancs de l'amitié qui mettent le harcèlement au ban**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p. 38

<https://www.lagazettedescommunes.com/940449/a-antibes-des-bancs-de-lamitie>

Antibes-Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes) 76 200 hab.

La ville a installé des bancs, décorés par des artistes, pour favoriser le vivre-ensemble et lutter contre le harcèlement scolaire.

A Antibes-Juan-les-Pins, la municipalité a fait du traditionnel banc de l'école un outil pédagogique et artistique, qui permet aux enfants et aux équipes pédagogiques des 28 écoles maternelles et élémentaires publiques de lutter contre le harcèlement, l'exclusion scolaire et toute forme de violence.

### **Brevet, lycée professionnel, groupes de besoins. . . Les nouveautés de la rentrée scolaire 2024**

Vie-publique.fr, 19/08/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/295187-rentree-scolaire-2024-les-nouveautes-brevet->

Évolution du diplôme national du brevet, réforme du lycée professionnel, enseignement du français et des mathématiques dans le premier degré, évaluations de début d'année, groupes de besoins au collège. . . La circulaire pour la rentrée 2024 définit priorités, nouveautés et expérimentations pour l'année scolaire 2024-2025.

<https://www.education.gouv.fr/bo/2024/Hebdo26/MENE2417753C>

## **Aménagement et développement des territoires**

### **Encadrer l'expansion des meublés de tourisme**

Maires de France, 09/2024, n° 426, p. 42-43

Les locations meublées de courte durée se multiplient, y compris dans de petites communes. Comment réguler ce mouvement qui nuit à l'offre de logements à l'année ?

### **Une foncière public - privé signe le renouveau du centre-ville**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/942543/une-fonciere-public-privé>

Toulon (Var), 180 500 hab.

Après restructuration des rez-de-chaussée d'immeubles, une foncière permet de réinstaller des commerces dans le centre.

### **La mobilité durable accessible grâce à une carte prépayée**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 44

<https://www.lagazettedescommunes.com/942455/face-aux-zfe-la-mobilite-durable->

Smmag (Isère, Grenoble Alpes métropole, CC du Grésivaudan et CA du pays Voironnais) 123 communes. 1,28 million d'hab.

Afin d'optimiser les zones à faibles émissions, un dispositif d'aides incite les habitants à privilégier l'écomobilité à la voiture.

[↩ Retour sommaire](#)

## **Développement économique : les régions prennent l'export à bras-le-corps**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p. 28-31

<https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/les-regions-prennent-lexport->

### Fédération des énergies

Il revient aux nombreux acteurs qui proposent des offres d'aides et de services aux entreprises développant leur stratégie à l'export de consolider leur synergie et leur complémentarité. Une démarche en cours qui reste à renforcer.

### Outils sur mesure

Les régions façonnent les outils selon leurs filières prioritaires et les spécificités des PME. Elles se placent comme initiatrices de dispositifs ad hoc, financeuses et coordinatrices de l'offre des différents acteurs du soutien aux entreprises.

### Enjeu politique

Si certaines régions installent des représentations à l'étranger, d'autres préfèrent s'appuyer sur les représentations françaises déjà florissantes. Reste une réalité partagée par tous les acteurs : l'export est aussi un enjeu politique fort.

## **Le vade-mecum de la gestion des flux touristiques** / Direction Générale des entreprises, 09/08/2024

<https://www.entreprises.gouv.fr/fr/tourisme/vade-mecum-gestion-flux-touristiques>

Vous êtes professionnel du tourisme (office de tourisme, collectivité territoriale, agence de voyages, gestionnaire de sites, hébergeur. . .) et vous souhaitez mieux appréhender la gestion des flux touristiques ? Ce guide est fait pour vous !

## **Culture**



### **Trappes rapproche culture et jeunesse**

Maires de France, 09/2024, n° 426, p. 36

La commune des Yvelines (33 000 habitants) missionne de jeunes ambassadeurs chargés de favoriser l'accès à la culture.

### **Des bibliothèques sans bibliothécaires ?**

Livres hebdo, 09/2024, n° 45, p. 84-89

Il y a un an, le ministère de la Culture annonçait sur France Info sa volonté d'aider à amplifier les horaires d'ouverture des bibliothèques. Parmi les solutions possibles : permettre l'accès aux locaux sans bibliothécaire, comme c'est le cas depuis un an à la médiathèque de Cormeilles-en-Parisis. Un exemple à suivre ?

### **Culture : Les élus ne ménagent pas leurs efforts**

Maires de France, 09/2024, n° 426, p. 30-33

Le "Printemps de la ruralité", concertation nationale sur l'offre culturelle en milieu rural lancée, début 2024, par le ministère de la Culture, a pointé les inégalités d'accès à la culture, les attentes des acteurs locaux et celles des habitants. Dans leur commune, les élus se démènent en faveur de tous les publics. Ils demandent un soutien plus conséquent à l'État.

### **Le Pass culture divise le secteur culturel**

Alternatives économiques, 09/2024, n° 450, p. 88-89

<https://www.alternatives-economiques.fr/pass-culture-divise-secteur-culturel/00112201>

Cinq ans après sa création, la mesure phare d'Emmanuel Macron pour l'accès à la culture des jeunes reste toujours controversée, favorisant certains genres artistiques au détriment d'autres.

[↩ Retour sommaire](#)

## **Culture : le gros coup de pouce des collectivités au septième art**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/2729, p. 11

<https://www.lagazettedescommunes.com/942060/le-gros-coup-de-pouce->

Le bilan de la coopération du CNC avec les collectivités s'améliore grâce au fléchage plus fin des soutiens.

Avec 211,4 millions d'euros, tous partenaires confondus, le bilan de la coopération entre les collectivités et le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) affiche une hausse de 21,6 % par rapport à 2022, selon le rapport d'activité de cet organisme. Mais qu'a donc pu doper ainsi l'appétit des collectivités pour les salles obscures ? Il s'agit en fait d'une meilleure prise en compte des soutiens territoriaux aux activités de la filière, à l'occasion de la nouvelle génération des conventions entre le CNC et les collectivités.

## **Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics**

### **Marchés publics de travaux : un nouveau guide des bonnes pratiques de facturation**

Maire-info.com, 11/09/2024

<https://www.maire-info.com/commande-publique/marches-publics-travaux->

Alors que les délais de paiement de l'ensemble des collectivités devraient être rendus publics d'ici la fin de l'année, ce guide doit permettre de « fluidifier » la communication entre les différents acteurs et « limiter les situations de rejet des demandes de paiement ou de retard ».

### **Associations : Que dit la loi du 15 avril 2024 relative au bénévolat ?**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 48

- Participation

La loi du 15 avril 2024 visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative constitue le prolongement de la consultation des assises de la simplification associative.

- Constat

Le déclin de l'engagement bénévole et les contraintes auxquelles fait face l'ensemble des acteurs de la vie associative ont conduit le législateur à adopter de nouvelles mesures.

- Déception

Si cette ambition légitime a offert peu d'avancées, elle conduit à certaines évolutions maladroites, qui pourraient s'avérer délicates à mettre en œuvre par les collectivités.

### **Du risque de burnout au bien-être des maires français : sortir de l'ignorance - Etude de l'Observatoire AMAROK menée par Olivier TORRES et Mathieu LE MOAL de l'Université de Montpellier**

Association des maires ruraux de France, 09/2024, n° 76, 20 p

<https://www.amrf.fr/wp-content/uploads/sites/644/2024/09/Dossier-de-presse->

La France compte le plus grand nombre de maires au monde. Ils sont 34 893 (source RNE) et jouent un rôle important dans le tissu social français. La santé mentale des maires est donc un sujet d'intérêt général. La présente étude révèle pour la première fois des statistiques sur la santé mentale des maires et décrypte les événements positifs et négatifs auxquels ils sont confrontés dans leur existence quotidienne. Voici les points clés de cette recherche :

1) Cette étude traite d'un sujet jusqu'alors ignoré : la santé mentale des maires français.

2) 300 600 données collectées auprès de 1120 maires lors de la première collecte du 22 février 2024 jusqu'au 13 mars 2024, puis de 900 maires lors de la seconde collecte du 7 juin au 11 juillet 2024.

3) Sur la base d'un échantillon représentatif<sup>1</sup>, redressé en fonction de l'âge, du sexe et du cumul avec un emploi, 31,40% des maires font face à un début d'épuisement et 3,48% sont en risque sévère d'épuisement.

4) 69,3% des maires affichent une satisfaction en tant qu'élus, ce qui contraste avec la perception générale

<https://www.amrf.fr/lamrf/presentation/>

<http://www.observatoire-amarok.net/sites/wordpress/>

[Retour sommaire](#)

## **Déontologie : La Gironde a anticipé**

Maires de France, 09/2024, n° 426, p. 26

Le département a créé dès 2021 un collège de cinq référents déontologiques qui proposent aussi leurs services aux communes et EPCI depuis mai dernier.

## **« De nombreux maires craignent les référendums »**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/2729, p. 18-19

<https://www.lagazettedescommunes.com/942064/paul-cebille-de-nombreux-maires->

Paul Cébille, ancien sondeur analyste d'opinion à l'Ifop et contributeur au think tank GénérationLibre

Le référendum serait-il un tabou dans l'histoire politique française depuis celui de 1969, qui a conduit le général de Gaulle à la démission ? Rien n'est moins sûr. Au niveau local, les référendums et consultations citoyennes se développent sur des sujets variés, afin de permettre aux citoyens de prendre part à la décision publique. C'est ce qui ressort d'une étude du think tank GénérationLibre, parue le 2 juillet et signée de Paul Cébille, ancien analyste d'opinion à l'institut de sondage Ifop et spécialiste du référendum, sur lequel il a publié plusieurs articles. Cette enquête analyse plus de 300 référendums locaux français des dernières années afin d'identifier les bénéfices et les défis apportés par la pratique.

## **Economie**

### **Catalogue interactif des ressources ABC de l'économie**

Banque de France, 08/2024, 16 p.

<https://abc-economie.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/catalogue>

Avec ce catalogue interactif, découvrez l'ensemble des ressources pédagogiques de la collection ABC de l'économie, classées par thème et par ordre alphabétique. Plus de cent ressources, en accès direct, pour mieux comprendre les grands sujets monétaires et financiers. Une variété de formats : vidéos, fiches synthétiques, infographies, quiz, chronologies, jeux... Des supports accessibles et gratuits destinés notamment aux lycéens et étudiants, ainsi qu'aux enseignants pour illustrer leurs cours. Dernière mise à jour : été 2024.

## **Emploi/Formation**

### **Le Cnam lance une nouvelle formation à destination des développeurs territoriaux**

Localtis.info, 04/09/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/le-cnam-lance-une-nouvelle-formation-destination>

Le Cnam et Intercommunalités de France, accompagnés de six partenaires, ont lancé un appel à candidatures pour une toute nouvelle formation certifiante destinée aux développeurs territoriaux. L'objectif : les aider à mieux appréhender les enjeux de sobriété et répondre aux grandes mutations écologiques, numériques et démographiques à l'oeuvre.

<https://www.intercommunalites.fr/app/uploads/2024/09/2024-09-04-Plaquette-Convention->

### **Les cadres des collèges se forment au management partagé**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 26

<https://www.lagazettedescommunes.com/942536/les-cadres-des-colleges-se-forment>

Placés sous la double tutelle de l'État et de la FPT, les cadres des collèges revoient les modalités de gouvernance.

[↩ Retour sommaire](#)



## **L'Intelligence Artificielle au service de la formation professionnelle / SADY Chloé**

Gereso, 27/08/2024

<https://www.gereso.com/actualites/2024/08/27/intelligence-artificielle-service-formation>

L'intelligence artificielle (IA) et plus précisément l'IA générative a engendré une révolution des modes d'apprentissage. En effet, l'IA générative donne accès à des milliards d'informations en un claquement de doigts, chamboulant les pratiques des apprenants, et rendant plus que jamais central le rôle de la pédagogie dans l'ancrage des compétences.

La formation professionnelle n'est pas en reste, puisque les IA offrent des solutions innovantes pour améliorer l'efficacité pédagogique, personnaliser les parcours de formation et optimiser la gestion administrative de son activité.

## **Le temps des mobilités et des reconversions professionnelles - Ce que nous enseignent les travaux du Céreq [Dossier]**

Céreq Essentiels, 2024, n° 5

<https://shs.cairn.info/revue-cereq-essentiels-2024-1?lang=fr>

Une dynamique nouvelle des mobilités et des reconversions professionnelles est aujourd'hui à l'œuvre. Les besoins du marché du travail, notamment sous l'effet des transitions écologique et numérique, en sont le premier moteur. Les aspirations des salariés - à de meilleures conditions d'emploi et de travail, à un équilibre plus harmonieux vie professionnelle/vie personnelle ou à davantage de sens du travail - en constituent le second.

Mais comment se concrétisent ces mobilités et ces reconversions ? La réalité des choix qui s'offrent aux salariés répond-elle à leurs aspirations ? Quel rôle jouent les pratiques de recrutement et de gestion des entreprises ? Quel soutien apporte la politique publique ? L'ouvrage avance un ensemble de données issues des grandes enquêtes du Céreq et en propose des analyses. Il identifie les inégalités d'opportunité et de destin sur un marché du travail en pleine transformation.

<https://www.cse-guide.fr/opco/>

## **Finances publiques/Gestion locale**

### **Modes de gestion : Quelle entreprise publique locale pour quel projet public ?**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 46-47

- Externalisation

Les entreprises publiques locales figurent en bonne place parmi les outils d'externalisation auxquels les collectivités peuvent recourir pour la mise en œuvre de leurs projets.

- Distinction

Afin d'orienter le choix entre ces dernières, deux sous-familles de sociétés se distinguent, selon qu'elles répondent ou non aux critères de la quasi-régie.

- Identification

L'identification de l'entreprise pleinement adaptée aux besoins des collectivités doit ensuite s'opérer au regard des caractéristiques particulières de chacune d'entre elles.

### **La planification écologique à l'épreuve des principes constitutionnels budgétaires et financiers / AVVENIRE Hugo**

Revue française de finances publiques, 09/2024, n° 167, p. 167-183

Cette étude questionne la compatibilité de la "budgétisation verte", volet financier de la planification écologique, au regard des principes budgétaires (annualité, unité, universalité, spécialité, sincérité et équilibre). Soumise à l'analyse juridique, la "budgétisation verte" ne peut fournir un outil opérationnel à la planification écologique qu'au prix d'une rénovation de ces principes aujourd'hui essentiellement mis en œuvre selon des logiques politiques et gestionnaires qui diminuent les vertus de "budget vert".

[Retour sommaire](#)

### **Les principes budgétaires, frein à la transition écologique ? / BOTTINI Fabien**

Revue française de finances publiques, 09/2024, n° 167, p. 155-166

La valeur ajoutée des principes budgétaires au regard de la transition écologique apparaît mitigée. Si les règles de sincérité, de spécialité et d'unité sont indéniablement un atout pour organiser de façon performante son financement, celles d'équilibre, d'universalité et d'annualité peuvent le freiner, en l'état actuel de leurs modalités.

En faire un atout supposerait de les réformer, de façon à permettre aux Etats signataires du TSCG de retrouver des marges de manœuvre budgétaire ; de rendre possible le fléchage de la fiscalité écologique vers des dépenses ciblées et de doter la pluri-annualité d'un effet cliquet permettant d'augmenter les financements nécessaires à la réussite de la transition, non de les diminuer.

### **Les finances des régions en 2023 / Direction Générale des Collectivités Locales, 09/2024**

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/bis-ndeg-187-les-finances-des-regions-en-2023>

Selon cette étude, l'année 2023 marque la fin de l'amélioration de la situation financière des régions observée au cours des trois années précédentes. Les dépenses de fonctionnement augmentent de + 4,9 % (contre + 3,0 % en 2022) pour atteindre 24,4 Md€, principalement en raison de la hausse des achats et charges externes (+ 15,0 % soit + 650 M€). En parallèle, les recettes de fonctionnement ralentissent (+ 2,6 % après + 4,0 % en 2022).

En conséquence, l'épargne brute des régions et CTU diminue de - 5,9 %, les dépenses (+ 1,14 Md€) progressant plus fortement que les recettes (+ 0,77 Md€). En matière d'investissement, les recettes augmentent fortement (+ 14,5 %), stimulées par les dotations et subventions reçues (+ 17,8 %), tandis que les dépenses d'investissement croissent de + 4,9 %. Cependant, le besoin de financement atteint - 1,7 Md€, et l'encours de dette continue de croître.

### **Budget : alerte sur les finances des collectivités locales**

Lemonde.fr, 30/08/2024

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/08/30/budget-alerte-sur-les-finances->

Selon l'Etat, le déficit enregistré par les collectivités risque de doubler en 2024, pour dépasser 10 milliards d'euros.

### **Panorama des finances locales - Guide comparatif des budgets locaux [Guide]**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728-2729 - cahier 2, 156 p

<https://archives.lagazettedescommunes.com/archives/DetailCahier/id/41835620>

### **Les régions françaises investissent. . . et s'endettent**

Localtis.info, 03/09/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/les-regions-francaises-investissent-et-s'endettent?>

L'agence de notation Fitch Ratings publie son diagnostic sur les finances de cinq régions françaises. Malgré des recettes solides, les besoins en termes d'investissement, notamment dans les domaines des transports et des lycées, vont conduire ces régions à continuer de s'endetter. Sauf si elles parviennent, comme la Bretagne, à conserver une épargne de gestion suffisamment importante.

<https://www.banquedesterritoires.fr/sites/default/files/2024-09>

## **Fonction publique/Statut**

### **Index des écarts de rémunération femmes/hommes : la DGCL fournit le mode d'emploi**

Maire-info.com, 11/09/2024

<https://www.maire-info.com/fonction-publique-territoriale/index-ecarts-remuneration->

La Direction générale des collectivités locales publie, sur le portail des collectivités, une série de documents pour aider les grandes communes et EPCI à publier leur index des écarts de rémunération femmes/hommes, comme la loi l'impose désormais.

[↩ Retour sommaire](#)



### **Les opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives (dix questions)**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 26-27

<https://www.lagazettedescommunes.com/89738/les-operateurs-des-activites-physiques>

#### - Accès

Le recrutement comme opérateur territorial des activités physiques et sportives (APS) qualifié intervient après inscription sur la liste d'aptitude établie à l'issue d'un concours externe sur épreuves.

#### - Promotion interne

Par le biais de la promotion interne, les opérateurs des APS peuvent accéder au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des APS, qui appartient à la catégorie B.

#### - Mission

Les titulaires d'un brevet d'Etat de maître-nageur-sauveteur ou de tout autre diplôme reconnu équivalent sont chargés de la surveillance des piscines et baignades.

### **Le service public à l'épreuve de l'attractivité : quel rôle pour la motivation de service public ? /**

COLIN Pauline, 06/09/2024

<https://fnege-medias.fr/fnege-video/le-service-public-a-lepreuve-de-lattractivite->

Pitch pour le Prix FNEGE de la Meilleure Thèse en Management 2024 (thèse en 180 secondes)

#### – Prix de thèse AIRMAP

Les collectivités territoriales françaises sont gérées par les Directeurs Généraux des Services (DGS). Ces DGS, nommés par les maires, coordonnent les services sans garantie d'emploi et font face à de nombreuses contraintes.

Ma thèse explore ce qui motive ces managers, en s'appuyant sur le concept de « Motivation de Service Public » (MSP). Une enquête quantitative menée auprès de 308 DGS et une enquête qualitative sur la base de 23 entretiens ont permis de souligner l'importance du parcours scolaire et universitaire dans le développement des valeurs publiques. Les managers décident de rejoindre le service public pour participer au processus de décision.

Plus un DGS est motivé, plus il améliore l'esprit d'équipe ce qui contribue au bon fonctionnement du service public. Pour attirer et retenir ces talents, il faut cultiver l'éthique du service public, au-delà des simples incitations financières.

[https://docnum.univ-lorraine.fr/public/DDOC\\_T\\_2023\\_0174\\_COLIN.pdf](https://docnum.univ-lorraine.fr/public/DDOC_T_2023_0174_COLIN.pdf)

### **Le licenciement dans la fonction publique territoriale**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 30-31

<https://www.lagazettedescommunes.com/92135/le-licenciement-des-agents->

Stagiaire : Le refus de titularisation en fin de stage peut intervenir sans que l'intéressé ait été mis à même de faire valoir ses observations ou de prendre connaissance de son dossier.

Perte de confiance : Le licenciement d'un agent pour perte de confiance n'est pas admis, sauf en matière de décharge de fonctions d'un emploi fonctionnel.

Insuffisance : La carence ponctuelle d'un agent dans l'exercice de ses fonctions ne vaut pas la justification de son licenciement pour insuffisance professionnelle.

### **La prévention des conflits d'intérêts lors du recrutement d'un agent venant du privé**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 52-53

Contrôle : La loi du 6 août 2019 a instauré un contrôle déontologique préalable au recrutement d'un agent qui a exercé, dans les trois dernières années, une activité privée lucrative.

Champs d'application : Ne sont concernés par ce contrôle que les emplois de direction ou impliquant d'importantes responsabilités au sein des administrations. Les autres en sont exonérés.

Prévention : La prudence devrait conduire l'administration à procéder systématiquement à un contrôle déontologique lorsqu'elle recrute un agent du secteur privé.

### **Maire-DGS, trouver le fonctionnaire de confiance**

Maires de France, 09/2024, n° 426, p. 10-11

Les élus rencontrent des difficultés pour recruter un directeur général des services, notamment dans les plus petites collectivités. Ce dernier a un rôle déterminant à leur côté.

[↩ Retour sommaire](#)

## **La retraite des fonctionnaires dans le viseur du Medef**

Lagazettedescommunes.com, 28/08/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/942809>

Bien que le gouvernement soit démissionnaire, le Medef a tenu sa rentrée économique les 26 et 27 août 2024 à l'hippodrome de Longchamp. À cette occasion, Patrick Martin, son président, a profité de la traditionnelle Rencontre des Entrepreneurs de France pour exprimer ses préoccupations face au niveau de la dette et du déficit de la France, alors que s'approche la présentation du projet de loi de finances pour 2025. Il a pointé une nouvelle fois le déficit des retraites des fonctionnaires, suscitant l'irritation des représentants des agents et des employeurs territoriaux.

## **Pratiques professionnelles : des volontaires territoriaux d'administration à pied d'œuvre**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/2729, p. 23

<https://www.lagazettedescommunes.com/942069>

Depuis la mise en place du dispositif en 2021, 876 jeunes diplômés de 18 à 30 ans ont été ou sont, en juin 2024, volontaires territoriaux en administration (VTA) pour douze à dix-huit mois, dans 613 collectivités rurales, selon l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

## **Le statut des personnels des administrations parisiennes**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p. 26-27

<https://www.lagazettedescommunes.com/108848/les-personnels-des-administrations->

- Statut particulier : Depuis le 1er janvier 2019, la commune et le département de Paris ont fusionné pour créer une collectivité unique dénommée « ville de Paris ».
- Accès : Les candidats aux concours des administrations parisiennes sont classés au mérite : ils n'ont pas à rechercher un emploi vacant à l'issue de leur réussite au concours.
- Cadre juridique : Les personnels de la ville de Paris relèvent d'un cadre juridique spécifique, dérogeant pour partie aux dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux.

## **Dialogue social : Les accords collectifs, vers une force contraignante ?**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/941494/les-accords-collectifs->

Finalité

Un accord collectif permet de renforcer la qualité du dialogue social en associant les organisations syndicales à la définition de règles relatives aux conditions d'emplois des agents publics.

Contraire

Pour autant, la logique conventionnelle est directement contraire à la logique statutaire.

Effets

Si les accords collectifs peuvent contenir des clauses susceptibles de produire des effets juridiques, ils peuvent être modifiés, suspendus ou dénoncés.

## **Maire-DGS, trouver le fonctionnaire de confiance**

Maires de France, 09/2024, n° 426, p. 10-11

Les élus rencontrent des difficultés pour recruter un directeur général des services, notamment dans les plus petites collectivités. Ce dernier a un rôle déterminant à leur côté.

## **Revue de dépenses relative à la réduction des absences dans la fonction publique / TRIOLLE**

Alain, LEFEVRE Nicolas, LECLERCQ Matthieu

Inspection générale des finances, 07/2024, 275 p.

<https://www.igf.finances.gouv.fr/files/live/sites/igf/files/contributed/Rapports>

Les absences pour raison de santé ont connu une hausse généralisée, dans la fonction publique et dans le secteur privé, à partir de 2020. En 2022, ces absences se situaient à des niveaux plus élevés dans la fonction publique (14,5 jours d'absence par an par agent) que dans le secteur privé (11,7 jours par salarié) alors qu'elles se situaient à des niveaux comparables sur la période 2014-2019 (autour de 8 jours par an).

Des différences significatives sont observées entre les trois versants de la fonction publique avec des absences plus marquées dans la fonction publique territoriale (FPT) et hospitalière (FPH) que dans la fonction publique d'État (FPE).

[↩ Retour sommaire](#)

## Information/Communication/TIC

### **Cybersécurité : une enquête ouverte aux élus des communes de moins de 25 000 habitants**

Maire-info.com, 11/09/2024

<https://www.maire-info.com/cybermalveillance/cybersecurite-une-enquete-ouverte>

Pour la troisième fois, Cybermalveillance.gouv.fr lance une enquête sur la « maturité cyber » des communes de moins de 25 000 habitants. Les élus et agents publics chargés des questions de cybersécurité (DGS, secrétaire, DSI ou en charge de l'informatique) sont invités à répondre à un questionnaire.

### **A l'heure de la sobriété, faites le ménage dans vos données !**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 34-36

<https://www.lagazettedescommunes.com/943124/a-lheure-de-la-sobriete->

Qui pour débattre de la fin de vie de la donnée ? Sites web, photos et vidéos... tout est conservé sans que la question de la durée de stockage ne se pose. Toute collectivité se confronte, à un moment ou à un autre, à l'archivage de son activité. En s'interrogeant sur le cycle de vie d'une donnée, on questionne son existence même. Comme les photos conservées dans nos téléphones, tout ne mérite pas la postérité.

### **Numérique : Négligée, l'homologation des téléservices est pourtant une obligation de sécurité**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 38-39

<https://www.lagazettedescommunes.com/943899/negligeelhomologation->

POURQUOI

L'homologation des téléservices vise à améliorer la confiance des citoyens dans leurs échanges numériques, en mettant en place un cercle vertueux.

POUR QUI ?

Avant de présenter un téléservice en commission interne, la collectivité doit mener une analyse des risques et des menaces liées à ces systèmes d'information.

COMMENT ?

Ce travail de recherche permet alors le déploiement d'un plan d'action afin de réduire les risques de sécurité qui ont été identifiés.

### **Les intelligences artificielles peuvent-elles voler au secours de la transition écologique ? /**

PAGES Arnaud

Ladn.eu, 03/09/2024

<https://www.ladn.eu/ladn-transition/lintelligence-artificielle-est-loutils-surprise->

L'IA est en passe de révolutionner certaines industries - de l'agriculture à l'industrie en passant par l'énergie – en permettant de réduire considérablement leurs impacts écologiques.

### **Intelligence artificielle, innovation et collectivités locales - 50 questions [Dossier]**

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 09/2024, 50 p

Au sommaire :

- L'IA : définition, application et risques
- Le cadre juridique de l'IA
- IA et transparence
- IA et sécurisation de l'espace public
- L'IA, vecteur d'innovation au sein des collectivités ?

[☞ Retour sommaire](#)

## Management/Ressources humaines

### **La préparation au reclassement, testée et approuvée**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 20-22

<https://www.lagazettedescommunes.com/943894/la-preparation-au-reclassement>

La période de préparation au reclassement, ou PPR, permet d'accompagner la transition professionnelle des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, jusqu'à leur reclassement. La mesure séduit les employeurs.

### **Comment les RH peuvent-ils prévenir la crise des compétences ? / JANSSEN René**

Focusrh.com, 06/09/2024

<https://www.focusrh.com/tribunes/comment-les-rh-peuvent-ils-prevenir-la-crise->

Aujourd'hui les progrès technologiques rapides réduisent considérablement la durée de pertinence des compétences acquises. Combinées aux pénuries de talents, ces évolutions posent un défi de taille pour de nombreux responsables RH. Les pénuries de compétences entraînent des coûts de recrutement plus élevés et un turnover accru, ce qui nuit à la compétitivité de leurs entreprises. Il devient donc essentiel que les responsables RH accordent une attention particulière à l'analyse des compétences manquantes au sein de leurs équipes pour construire des effectifs durables.

### **Ménopause - Au travail, les femmes veulent renverser les vapeurs**

Libération, 04/09/2024, p. 10-11

<https://www.liberation.fr/societe/sante/menopause-au-travail-les-femmes-veulent->

Douleurs, bouffées de chaleur, vertiges... Face à des symptômes parfois incapacitants, la métropole de Strasbourg propose depuis le 1er septembre un congé spécifique. Mais le sujet reste difficile à aborder dans le monde professionnel, au détriment de la santé et de la carrière des salariées.

### **Manager : faut-il se conformer aux attentes de la génération Z ?**

Mag des compétences, 03/09/2024

<https://www.comundi.fr/mag-des-competences/manager-faut-il-se-conformer->

Au fil des années, les méthodes de management ont subi de profondes mutations. Certaines pratiques, autrefois approuvées, sont ainsi devenues obsolètes. Les entreprises optent désormais pour une gestion qui valorise le personnel et développe l'implication de chacun. Il n'est sans doute pas nécessaire d'envisager une refonte systématique tous les cinq ans. Pourtant, la génération Z agit les codes établis, se démarquant encore une fois des Milléniaux.

### **Une rentrée dans le flou pour les directions RH**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 20-22

<https://www.lagazettedescommunes.com/942437/une-rentree-dans-le-flou>

En état de "to do list" pour certains, déjà bien entamés pour d'autres, les chantiers de la rentrées des DRH sont nombreux et souvent sensibles. Si des textes réglementaires manquent toujours à l'appel, le maître mot pour cette reprise est an-ti-ci-pa-tion.

### **Thomas Coutrot : « Le top management est éloigné des angoisses des agents »**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/942812/le-top-management-est-eloigne->

Statisticien, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires), Thomas Coutrot a longtemps dirigé le département « conditions de travail » de la Dares. Il est coauteur, avec l'économiste Coralie Perez, du livre « Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire ».

### **Santé et bien-être au travail : comment mieux faire ? , 02/09/2024**

<https://www.mutame.com/fonction-publique-territoriale/sante-et-bien-etre-au-travail->

L'enquête « Le Maire employeur, protecteur de ses agents » de juin 2024, met en lumière un enjeu majeur pour les collectivités interrogées\* qui est celui du bien-être des agents territoriaux et de leur santé. Explications et détails sur les tendances, actions, attentes qui ressortent de cette enquête avec, notamment, un focus sur la protection sociale complémentaire (PSC), un levier pour le bien-être et une meilleure santé des agents.

[👉 Retour sommaire](#)

### "Les neurosciences pour un futur désirable"

Direction(s), 09/2024, n° 233, p. 22-23

Les neurosciences appliquées au management ne promettent pas de remède miracle mais la possibilité de mieux comprendre son propre fonctionnement et celui des autres. Laurence Sautivet, enseignante et consultante en approche cognitive, explique comment cela peut aider le secteur à relever ses défis.

### Gestion des conflits en entreprise : 5 méthodes à mettre en place / BAJAS Marlène

Culture-rh.com, 30/08/2024

<https://culture-rh.com/5-methodes-gestion-conflits-entreprise/>

Si le conflit est bien souvent inévitable au sein des entreprises, il est toutefois nécessaire d'intervenir afin d'en limiter la propagation et les conséquences. Mais comment gérer efficacement les conflits ? Découvrez nos 5 méthodes !

### Nouvelles organisations du travail : quel impact sur la santé mentale ?

Vie-publique.fr, 29/08/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/295273-nouvelles-organisations-du-travail-impacts>

Certaines organisations du travail alternatives mettent l'accent notamment sur l'autonomie professionnelle. Est-ce un gage de plaisir au travail ?

La Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) a publié le 13 août 2024 une étude sur les "les effets subjectifs des "nouvelles" organisations du travail". Elle rend compte d'entretiens cliniques collectifs réalisés en 2020 et 2021, sur la base du volontariat, auprès de travailleurs d'une plateforme numérique de livraison à vélo, d'une société coopérative de production (SCOP) de coursiers à vélo et d'une entreprise "libérée".



### Organisation : Une gouvernance simplifiée apporte davantage d'agilité

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/2729, p. 24

<https://www.lagazettedescommunes.com/942142/une-gouvernance-simplifiee>

CA val de Garonne agglomération (Lot-et-Garonne)

43 communes - 450 agents - 62 000 hab.

Impulser une nouvelle dynamique et favoriser les initiatives des agents : pour ce faire, la CA s'est dotée d'un fonctionnement favorisant la coopération.

### Surcharge de travail : comment éviter la surchauffe

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 26/08/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/942186>

Face à une surcharge d'activité devenue chronique, des collectivités cherchent à l'objectiver et à la réguler en alignant exigences du travail et ressources des agents. Avec, à la clé, un dialogue renforcé, du temps gagné et moins d'absentéisme.

### Hypercroissance, décroissance : comment bien gérer la situation ?

Magazine de l'ANDRH (Le), 07/2024, n° 633, p. 26-27

Les périodes de transition économique que sont les phases de croissance et de décroissance ne sont pas de tout repos. Prendre soin des collaborateurs devient alors fondamental pour maintenir le cap. Emmanuelle Germani DRH de KP1, a connu de nombreuses transformations et délivre ses conseils pour gérer les hauts et les bas d'une entreprise. La clé du succès ? Un management transparent et une équipe RH agile pour continuer d'entretenir la confiance des collaborateurs.

### Le DRH, un partenaire stratégique au service de la transformation des organisations / DE PORTZAMPARC Aurélia, 07/2024, p. 56-58

<https://andrhd.net/wp-content/uploads/2024/08/artcle-ena-revue-2024.pdf>

Avec un périmètre d'action qui a fortement évolué au cours des cinq dernières années, la fonction RH est en pleine transformation. Aurélia de Portzamparc, présidente de l'ANDRHDT et directrice générale adjointe Défi Transformations de la Région des Pays de la Loire, explique comment ces évolutions et mutations profondes sont vécues au cœur des territoires par les DRH des régions, des départements et collectivités du bloc communal. Rencontre.

[↩ Retour sommaire](#)

## Outre-Mer

### **La Nouvelle-Calédonie veut déclarer l'urgence climatique, et se doter d'un fonds dédié / TROMEUR Françoise**

Franceinfo.fr, 11/09/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/la-nouvelle-caledonie-veut-declarer->

Déclarer l'état d'urgence climatique et environnemental en Nouvelle-Calédonie, c'est le sens d'un projet de délibération arrêté par le gouvernement Mapou, ce mercredi 11 septembre. Le texte définit une stratégie locale, sur ces enjeux majeurs. La création d'un "fonds de résilience" est également proposée. L'ensemble doit être soumis au Congrès.

### **Pendant ce temps, la Nouvelle-Calédonie s'enfonce dans le chaos**

Maire-info.com, 10/09/2024

<https://www.maire-info.com/nouvelle-caledonie/pendant-ce-temps-la-nouvelle-caledonie>

Éclipsée par la dissolution de l'Assemblée nationale, l'interminable feuilleton de la désignation d'un Premier ministre et les Jeux olympiques, la Nouvelle-Calédonie est sortie des radars de l'actualité. Pourtant, sur place, la situation paraît plus chaotique que jamais, entre effondrement économique et aggravation des tensions politiques.

### **Nouvelle-Calédonie : un archipel miné par les inégalités / GAY Jean-Christophe**

TheConversation.com, 02/09/2024

<https://theconversation.com/nouvelle-caledonie-un-archipel-mine-par-les-inegalites-237673>

Pour comprendre la situation actuelle en Nouvelle-Calédonie, il faut s'intéresser aux causes profondes découlant d'inégalités entre communautés toujours spectaculaires, fruits d'une colonisation dure.

### **Les Collectivités d'Outre-Mer : entre amélioration financière et défis persistants, 01/08/2024**

<https://www.mutame.com/fonction-publique-territoriale/les-collectivites-d-outre-mer>

La Cour des comptes a publié son rapport annuel, offrant un aperçu de la situation financière des collectivités territoriales. Alors que les finances des collectivités métropolitaines se détériorent, en grande partie à cause de l'inflation, les collectivités d'Outre-mer voient leur situation s'améliorer. Cette amélioration s'accompagne cependant de certains défis persistants, notamment en matière de gestion budgétaire et de retards de paiement. On vous en parle dans notre nouvelle revue de presse.

## Sécurité civile et publique



### **Quand les agents apprennent à faire face aux incivilités**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 40

Gironde 1,62 million d'hab.

Travailler en sécurité, éviter les agressions : c'est le but du partenariat signé entre le département et la police nationale.



### **Partager un café avec la police améliore le dialogue**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p. 37

<https://www.lagazettedescommunes.com/942057/partager-un-cafe-avec-les-policiers>

Amiens (Somme) 133 600 hab.

Sur les marchés ou près de la gare, les policiers municipaux rencontrent les habitants pour boire un café et discuter.

Sous un barnum estampillé « Police municipale » (PM), des agents discutent avec des habitants autour d'un café : c'est le dispositif des opérations « un café avec un policier » que la ville d'Amiens organise régulièrement depuis 2023. L'idée vient des Etats-Unis, où les « Coffee with a Cop » sont organisés depuis plusieurs années. Elle a essaimé dans quelques villes françaises, comme ici.

[↩ Retour sommaire](#)



## **Sécurité : tout savoir sur le nouveau dispositif de communication**

Maires de France, 09/2024, n° 426, p. 44

Le réseau radio du futur (RRF) sera accessible, à partir de 2025, à l'ensemble des forces de sécurité dont les polices municipales et les sapeurs-pompiers.

## **Services techniques et transitions écologiques**

### **Mon Empreinte Eau : le nouvel outil d'Hydros pour sensibiliser à la ressource en eau**

Linfodurable.fr, 10/09/2024

<https://www.linfodurable.fr/conso/mon-empreinte-eau-le-nouvel-outil-dhydros>

Vous avez peut-être déjà calculé votre empreinte carbone, aujourd'hui devenue l'indicateur de référence pour évaluer notre impact sur l'environnement. Ces chiffres sont désormais diffusés à grande échelle : les entreprises calculent leur bilan carbone et l'ensemble des secteurs d'activité ont pris en main cet outil. Néanmoins, d'autres indicateurs permettant de mesurer notre impact sur la planète existent, et ils ont souvent tendance à être oubliés, occultés derrière le monopole de l'empreinte carbone ; c'est le cas par exemple de l'empreinte eau.

### **Tarification incitative et apports volontaires des déchets : un sujet brûlant en zone rurale**

Linfodurable.fr, 09/09/2024

<https://www.linfodurable.fr/environnement/tarification-incitative-des-dechets->

Pour réduire le volume des poubelles, qui a doublé en 40 ans, nombre de collectivités optent pour une tarification incitative, système efficace selon l'Ademe mais contesté en zone rurale, notamment quand il fait disparaître la collecte en porte à porte.



### **Une plateforme industrielle au bénéfice du réemploi**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 37

<https://www.lagazettedescommunes.com/943676/une-plateforme-industrielle>

Grenoble Alpes métropole (Isère), 49 communes, 450 000 hab.

Sur le site Pôle R de la métropole, la nouvelle plateforme industrielle de tri, de réemploi et de surtri fonctionne depuis juin 2023.

### **L'anthropocène, mort et enterré pour les géologues ? Et s'il survivait malgré tout ? / DUFOUR Simon**

TheConversation.com, 05/09/2024

<https://theconversation.com/lanthropocene-mort-et-enterre-pour-les-geologues->

La Commission stratigraphique internationale s'est prononcée contre la reconnaissance de l'anthropocène comme une époque géologique. Mais ce concept peut rester utile, notamment en sciences humaines.

### **Justice environnementale : penser la transition dans une société inégalitaire / GUIRAUD Nadège**

La27eregion.fr, 03/09/2024

<https://www.la27eregion.fr/justice-environnementale-penser-la-transition->

Comment mieux combiner les enjeux de justice sociale et de justice environnementale pour faire de la transition écologique un levier de lutte contre toutes les discriminations plutôt qu'un accélérateur d'inégalités ? Les dommages et les risques liés au changement climatique et aux dégradations de l'environnement ne sont pas supportés de la même manière par toutes et tous. Zone à faibles émissions (ZFE), extinction nocturne de l'éclairage public, ... des franges de la population, déjà discriminées en raison par exemple de leur origine ethno-raciale et/ou de leur genre, subissent de manière disproportionnée leurs effets. Loin de prendre ces inégalités en compte, les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ont souvent tendance à les accentuer.

[Retour sommaire](#)

### **[Gemapi] Transfert de gestion des digues domaniales : où en est-on ?**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 54-55

Règlementation : L'État, afin d'entériner sa vision de la mise à disposition de ses digues, et dans un contexte de méconnaissance des ouvrages concernés et de leur état, a fait adopter deux décrets.

Principes : Les principes posés reprennent très largement ceux énoncés en cas de transfert de compétences à une structure intercommunale, avec des spécificités pour certains marchés.

Conventions : Ces décrets ont précipité la conclusion de conventions par toujours considérées comme satisfaisantes par les gémapiens, qui ont ainsi voulu éviter la perte de financements.



### **Une voie couverte d'enrobés qui respectent l'environnement**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 48

<https://www.lagazettedescommunes.com/942459/une-voie-couverte-denrobes>

Doubs 539 500 hab.

Une piste cyclable restant perméable et au bilan carbone minime ? Par son appel d'offre, la collectivité a stimulé la créativité de quatre entreprises.

### **Le conseil en rénovation énergétique sur la voie de la simplification**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/942567/le-conseil-en-renovation-energetique>

Pourquoi ? La baisse des émissions de gaz à effet de serre passe par la rénovation des bâtiments, mais les citoyens font face à la complexité des travaux et au dédale d'aides.

Pour qui ? Les propriétaires de logements qui nécessitent des travaux d'amélioration de la performance énergétique sont concernés, ainsi que les copropriétés.

Comment ? Les espaces conseil France Renov, cofinancés par les collectivités, formulent des recommandations et assurent un accompagnement technique, neutre et gratuit.

### **"Nous devons concerter la transition écologique"**

Alternatives économiques, 09/2024, n° 450, p. 74-77

Alors que la France reste sans majorité absolue au Parlement, les économistes Emmanuel Combet et Antonin Pottier ouvrent des pistes pour agir résolument face à l'urgence climatique.

### **Eau et assainissement : préparer le transfert**

Maires de France, 09/2024, n° 426, p. 50-51

Les communautés de communes (CC) et leurs membres ne doivent pas attendre la date butoir du 1er janvier 2026 pour préparer le transfert des compétences "eau" et "assainissement"

### **Un nouveau guide pour des chantiers sur voirie en toute sécurité / GORBATKO Nadia, 29/08/2024**

<https://www.batiactu.com/edito/un-nouveau-guide-chantiers-sur-voierie-toute-securite-69261.php>

L'Organisme professionnel de prévention du BTP (OPPBT), en partenariat avec le Syndicat des équipements de la route (Ser), a publié le 29 août 2024 un guide sur la prévention des risques lors de travaux sur voirie en circulation.

### **Pour un accès à l'eau pour tou.te.s. Publication du guide pour la réalisation du diagnostic territorial sur l'accès à l'eau, 29/08/2024**

<https://coalition-eau.org/publication-du-guide-pour-la-realisation-du-diagnostic->

La Coalition Eau publie un guide méthodologique pour accompagner la réalisation de diagnostics territoriaux sur l'accès à l'eau, désormais obligatoires pour identifier les personnes en situation de non accès – ou de mal accès – à l'eau sur un territoire.

<https://coalition-eau.org/wp-content/uploads/2024/08/Guide-Methodologique->

### **Le Cerema accompagne les territoires de montagne dans leurs transitions, en intégrant leurs spécificités et leur diversité**

Cerema.fr, 27/08/2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/cerema-accompagne-territoires-montagne-leurs-transitions>

La montagne représente 27% du territoire national et 30% du territoire métropolitain. 8617 communes sont situées dans des périmètres de massif (Source : ANCT), plus de 5500 communes sont classées en zone montagne en France métropolitaine dans 43 départements

[Retour sommaire](#)

### **Energies renouvelables : difficile d'accélérer pour les collectivités**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, p. 6-8

<https://www.lagazettedescommunes.com/942308/energies-renouvelables-difficile->

Dix-sept mois après leur arrivée dans le paysage énergétique français, les zones d'accélération des énergies renouvelables peinent encore à démontrer leur utilité. Elles dynamisent pourtant déjà le dialogue entre les élus et leurs administrés.



### **Logement : La piste de l'autorénovation accompagnée reste à creuser**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p. 40

Métropole européenne de Lille (Nord)

95 communes - 1,19 million d'hab.

Une aide technique, sociale et en ingénierie financière permet d'enclencher des travaux d'économie d'énergie chez les habitants.

L'autorénovation ne serait-elle pas le complément indispensable pour faire progresser la rénovation énergétique des logements des particuliers ? A condition d'être accompagnée par un soutien public et technique, recommandait un rapport du Conseil général de l'environnement et du développement durable (actuel Igedd), en 2015

### **Bâtiment : Le hors-site ou comment construire vite et bien**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p. 34-36

La construction hors site a un impact environnemental moins important que la construction classique.

Elle permet aussi de réduire les délais des opérations.

Le hors-site s'applique à tous les types de bâtiments, logements et équipements publics. Il est particulièrement intéressant pour les bâtiments scolaires.

L'Etat appelle de ses vœux le développement du hors-site.

Des collectivités, maîtres d'ouvrage et bailleurs sociaux se fixent des objectifs de production.

### **Dialogue entre le juge et l'expert sur le préjudice écologique [Dossier]**

Actualité Juridique. Droit Administratif, 05/08/2024, n° 29/2024, p.1579-1602

Comprendre les contentieux climatiques à partir de l'Affaire du siècle, c'est en appréhender les enjeux juridiques et scientifiques. Le présent dossier associe de façon inédite ces regards croisés. Au sommaire :

- Le juge administratif et la responsabilité de l'Etat pour préjudice écologique. Jérémy Martinez
- Climat de justice : reconnaissance et réparation du préjudice écologique. Anatole Pény
- Forces et limites du pouvoir d'injonction dans le contentieux de la responsabilité environnementale. Alix Perrin
- Incertitudes et perspectives sur les émissions de gaz à effet de serre. Philippe Bousquet
- La marge d'incertitude de l'évaluation des données soumises à l'appréciation du juge. Chantal de Fouquet

### **Rapport 2023-2024 de l'Observatoire des territoires - Territoires et transitions - Cahier n° 3 : enjeux environnementaux / Agence Nationale de la cohésion des Territoires, 07/2024, 110 p**

<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2024-07>

Après les cahiers sur les transitions démographiques et économiques, cette publication vise à offrir une perspective territorialisée, en examinant les problématiques environnementales déterminantes à différentes échelles, de l'intercommunalité à l'échelle nationale :

- Axe 1 : Etat des lieux des défis dans des domaines clés tels que l'eau, l'énergie, la biodiversité et la gestion des déchets.
- Axe 2 : Mise en œuvre de politiques publiques écologiques à différentes échelles territoriales et outils de suivi et d'observation.
- Axe 3 : Impacts différenciés selon les territoires, en termes de sobriété foncière et de risques (exposition des populations aux pollutions, catastrophes naturelles, ...).
- Axe 4 : Impact sur l'emploi et transformation économique des transitions environnementales.

<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/kiosque/cahier-ndeg3-territoires->

[🔗 Retour sommaire](#)

## **Adapter la voirie urbaine au changement climatique. Recueil d'exemples de solutions d'adaptation / FURMANEK Nicolas**

Cerema.fr, 2024, 135 p.

<https://doc.cerema.fr/Default/digital-viewer/c-596755>

Les voiries urbaines ne sont pas toujours bien adaptées à la situation climatique actuelle. La question de leur robustesse et de leur résilience aux aléas naturels va indéniablement se renforcer dans les décennies à venir en raison des changements climatiques en cours. Parce qu'elle restera durablement le principal support des mobilités urbaines, la voirie urbaine et les services de transport associés devront nécessairement se transformer pour garantir la qualité d'usage des espaces publics de demain tout en étant plus résilients face à l'évolution du climat. C'est dans cet esprit que le Cerema cherche à capitaliser des solutions innovantes efficaces ou prometteuses déjà mises en œuvre et reproductibles à d'autres territoires ou encore des solutions restant à expérimenter. La capitalisation de solutions d'adaptation, formalisée dans ce rapport d'étude, est une étape essentielle pour enrichir la doctrine sur la conception et la gestion des voiries urbaines dans un contexte de transitions environnementale et climatique. Ce rapport d'étude a pour ambition de dresser un panorama non exhaustif des stratégies d'adaptation des voiries urbaines et de leur déclinaison opérationnelle (actions, initiatives, techniques d'aménagement. . .) que commencent à déployer un certain nombre de collectivités au sein de leur territoire.

## **Social/Santé**

### **Trafic de stupéfiants : l'implication croissante des collectivités pour lutter contre ce fléau**

Maire-info.com, 10/09/2024

<https://www.maire-info.com/sante-publique/trafic-stupefiants-implication-croissante->

Dans un contexte où le trafic de drogues augmente de façon préoccupante en France, la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) a annoncé les lauréats de son appel à projets 2024 à destination des collectivités territoriales.

### **Les violences intrafamiliales abordées via un escape game**

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 10/09/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/943114>

Deux animateurs ont créé un escape game pour sensibiliser les professionnels et évoquer les violences intrafamiliales avec les jeunes.

### **La protection de l'enfance en grande souffrance**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/09/2024, n° 2731, p. 28-33

<https://www.lagazettedescommunes.com/944215/la-protection-de-lenfance>

Désaffection : Le manque de moyens pour la protection de l'enfance conduit à la dégradation des conditions dans lesquelles les professionnels doivent remplir leurs missions. Avec, à la clé, une perte de sens, et une profonde désaffection pour leurs métiers.

Saturation : Les missions de protection de l'enfance et de prévention des violences intrafamiliales ne peuvent plus être assurées correctement. Dans de nombreux départements, les situations des enfants s'aggravent et le nombre de décisions de placement croît.

Rupture : Les acteurs de la protection de l'enfance alertent, depuis plusieurs années, sur une situation de rupture pour les enfants, les familles, les professionnels, les structures et les départements. Malgré les travaux en cours, ils réclament des mesures urgentes.

### **« La transition écologique doit être juste » – Nicolas Duvoux, sociologue et président du CNLE**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 18-19

<https://www.lagazettedescommunes.com/942730>

Nicolas Duvoux, sociologue et président du CNLE, alerte sur le fait que la transition écologique puisse affecter négativement les ménages modestes et plaide pour des alternatives moins impactantes. Entretien.

<https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2024-06/Synthese-Rapport-CNLE->

<https://solidarites.gouv.fr/publication-du-rapport-faire-de-la-transition-ecologique->

[↩ Retour sommaire](#)

### **Comment s'attaquer sans modération au tabou de l'alcool**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 38-40

Pourquoi ? Le coût social de l'alcool est estimé à 120 milliards d'euros par an. Il est impliqué dans 40% des violences familiales et un tiers des accidents mortels sur les routes.

Pour qui ? Au quotidien, les maires sont confrontés aux phénomènes de consommation à risque d'alcool et à leurs conséquences sur la santé, la tranquillité et la sécurité publiques.

Comment ? La prévention des conduites addictives n'est pas de la compétence des maires, mais leurs pouvoirs de police permettent de faire respecter l'interdiction pour les adolescents.

### **Logés en Ehpad, des étudiants donnent de leur temps aux résidents**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 42-43

Pourquoi ? Les collectivités gestionnaires d'établissement pour personnes âgées disposent parfois de logements vacants où développer les relations intergénérationnelles.

Pour qui ? Ces logements sont proposés à des étudiants qui peinent à se loger dans le secteur privé et qui sont disposés à s'investir auprès des personnes âgées.

Comment ? Les collectivités peuvent organiser elles-mêmes la mise à disposition des logements, leur gestion et le choix des étudiants, mais aussi déléguer ces démarches.

### **Social : Une charte améliore le partage d'informations sensibles**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/09/2024, n° 2730, p. 45

<https://www.lagazettedescommunes.com/942453/en-ille-et-vilaine-une-charte-ameliore>

Ille-et-Vilaine 1,07 million d'hab.

Afin de faciliter le dialogue entre les élus locaux et les travailleurs sociaux, une charte de bonnes pratiques a été créée.

### **La violence de l'enfant [Dossier]**

Sciences humaines, 09/2024, n° 371, p. 39-70

Cyberharcèlement, rixes, viols, meurtres. . . La violence des jeunes défraie régulièrement la chronique. Dans nos sociétés qui sacralisent l'enfance, elle choque, surprend, trouble et inquiète. Les manifestations agressives de l'enfance sont-elles annonciatrices de crimes plus graves à l'âge adulte ? Depuis longtemps, les pouvoirs publics condamnent et tentent de contenir ces excès. Mais cette violence préoccupe d'autant plus aujourd'hui qu'elle semble remettre en cause une tendance à la pacification de nos mœurs, observée par les historiens et les sociologues. D'où vient-elle ? Et comment y faire face ? Faut-il céder à la tentation d'un renforcement autoritaire ? Et sinon, comment trouver un juste milieu entre laxisme et autoritarisme ?

### **Parents vs ados : comment vivre ensemble ?**

Cerveau&Psycho, 09/2024, n° 168, p. 37-54

Il est toujours enfermé dans sa chambre à jouer aux jeux vidéo ou à discuter avec ses amis. Il ne vous adresse presque plus la parole, ne vous écoute plus et fait ce qu'il lui plaît. Votre adolescent est en pleine « métamorphose » pour devenir adulte, construisant son identité et prenant sa place dans le foyer – et la société. Comment traverser cette étape avec votre ado ? Ce dossier vous livre quelques clés pour que vous vous adaptiez à sa transformation et l'accompagniez au mieux lorsqu'il rencontre des difficultés, des peines de cœur, ou s'il souffre d'anxiété ou de dépression. En insistant sur un fait essentiel : votre présence et votre affection restent indispensables !

### **Les troubles mentaux - Nouvelles parades l'ennemi intime [Dossier]**

Sciences humaines, 09/2024, n° 76, p. 8-81

Au sommaire :

1ère partie : Troubles en clair

2ème partie : Etat des lieux

3ème partie : Troubles mentaux et société

### **Lutter contre l'illettrisme**

Maires de France, 09/2024, n° 426, p. 34-35

Si une part des personnes en grande difficulté avec l'écriture et la lecture a baissé, les communes s'investissent pour soutenir ce public empêché et isolé.

[Retour sommaire](#)

### **Pouvoirs du maire : que retenir de la loi « immigration » du 26 janvier 2024 ?**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/941513/que-retenir-de-la-loi-%E2%80%89immigration>

**Contexte** La loi du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration intervient à peine cinq ans après la dernière loi relative à l'immigration du 10 septembre 2018.

**Large censure** Au terme d'une large censure opérée par le Conseil constitutionnel, l'impact de cette loi est timide, s'agissant spécialement des élus locaux.

**Arrêtés d'expulsion** La loi a toutefois modifié le régime applicable aux arrêtés d'expulsion, à travers la mise en place d'une protection complémentaire des élus locaux.

### **Contractualiser avec les structures sociales et médicosociales**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/08/2024, n° 2728/29, p. 48-49

**Contrat pluriannuel** La contractualisation et le financement des établissements sociaux et médicosociaux pour personnes âgées et handicapées s'inscrivent dans le cadre d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

**Financement** Lorsque la collectivité n'est pas à l'origine d'un projet et qu'elle n'en attend pas de contrepartie directe, le financement peut être assuré par le versement d'une subvention, sous conditions.

**Appels à projets** La pratique des appels à projets n'est pas dénuée de risque. Pour éviter une requalification en contrat de la commande publique, il est recommandé de fixer un cadre général.





## Pour aller plus loin...

### Sites internet

#### **démocratieS, le média critique de la participation**

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

#### **Bibliothèque des Initiatives RH**

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

#### **La Base du numérique d'intérêt général**

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

#### **LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire**

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

#### **Territoires audacieux, 2019**

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

#### **Territoires conseil**

##### **Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)**

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

#### **La 27<sup>ème</sup> Région**


<http://www.la27eregion.fr/>

**LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine**, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

#### **M3 La prospective de la Métropole de Lyon**

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT*

*Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : [documentation.insetangers@cnfpt.fr](mailto:documentation.insetangers@cnfpt.fr)



# BULLETIN DOCUMENTAIRE

## Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1  
[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)